PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL Séance du 19 juillet 2022

L'an deux mille vingt-deux, le 19 juillet, à dix-neuf heures, s'est réuni en salle du conseil, en session ordinaire, le conseil municipal de la commune de Malville, sous la présidence de Mme Martine LEJEUNE, Maire. Le conseil municipal avait été convoqué en date du 11 juillet 2022 et la convocation avait été affichée à la porte de la Mairie le 12 juillet 2022.

Présents: Mesdames et Messieurs Jérémy BALDELLI, Patrick BRIAND, Gwénaëlle ERAUD, Alain FONTAINE, Solenne GÉRARD, Isabelle GOUARD, Jérôme GUILLET, Dominique HARIOT (arrivée à 19h14), Régine HÉLIOT, Sandrine JOALLAND, Martine LEJEUNE, Reynald LE MAÎTRE, Pierrick MARAIS, Aline PERINELLE, Sarah RAYNAUD.

Absents ayant donné procuration : M. Dominique BAYO donne pouvoir à Mme Régine HÉLIOT, M. Guillaume LEMASSON donne pouvoir à Mme Martine LEJEUNE, M. Dominique BIDAUD donne pouvoir à M. Patrick BRIAND

Absents : Dominique BOUCHEREL, Monique CASTELNAUD, Christophe EMERAUD, Manuel GRIMAUD, Anthony LAUNAY,

Vérification du quorum par le Président de séance

Nbre de conseillers municipaux élus	23
Nbre de conseillers municipaux présents physiquement à l'ouverture de la séance	15
Nbre de conseillers municipaux nécessaires pour obtenir le quorum	13

Mme le Maire demande s'il y a des remarques à propos des procès-verbaux des conseils municipaux du 5 mai et du 30 juin. Il n'y a aucune remarque. Les procès-verbaux des conseils municipaux du 5 mai 2022 et du 30 juin 2022 sont approuvés à l'unanimité.

Délibération n°2022-46 Abrogeant la délibération du 21/04/2016 sur l'organisation et l'aménagement du temps de travail et adoptant un nouveau protocole de l'organisation, l'aménagement et la réduction du temps de travail – Nomenclature n°4.1.8

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment son article 47 ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale;

Vu les avis du comité technique du 07/06/2022 et du 04/07/2022

Vu l'avis des membres de la commission du personnel en date du 15/06/2022

Mme Le Maire indique

Considérant le courrier de la préfecture de Loire Atlantique en date du 24/12/2021 faisant apparaître des incohérences dans la délibération n° 2016-32 du 21/04/2016 notamment sur les modalités de calculs de l'octroi des jours de RTT et sollicitant la commune de Malville pour abroger ladite délibération et prendre une nouvelle délibération sur l'organisation et l'aménagement du temps de travail,

Après avoir entendu l'exposé de Mme le Maire et en avoir délibéré, Le conseil municipal,

A l'unanimité,

- Abroge la délibération n°2016-32 du 21/04/2016 portant sur l'aménagement et l'organisation du temps de travail sur Malville,
- > Approuve l'adoption du nouveau protocole de l'organisation, l'aménagement de la réduction du temps de travail, joint à la présente délibération.

M. Fontaine fait une remarque sur le mode de calcul, le nombre d'heures est de 1596 h par an, pourquoi l'arrondir à 1600h par an ?

Mme Le Maire indique qu'il faut appliquer le décret sur le temps de travail dans la fonction publique.

Mme Gouard précise que toute la fonction publique doit faire 1607h par an. M. Marais remarque que ce décret a été repris par les syndicats. Mme Le Maire informe que la collectivité doit se mettre en phase avec la loi au sujet du temps de travail, il s'agit pour les services administratifs de faire 3 minutes par jour en plus afin de bénéficier de RTT.

<u>Délibération n° 2022- 47 Autorisation de signer le marché de travaux d'extension de l'école</u> élémentaire L'Orange Bleue – Nomenclature n°1.1.10

Mme le Maire expose,

Vu le code de la commande publique et notamment les articles L 2123-1, R2123-1,

Vu les commissions MAPA du 1er juin 2022 et du 18 juillet 2022, qui proposent suite à l'analyse des offres de retenir les entreprises mentionnées dans le tableau ci-dessous.

LOT	ENTREPRISE	MONTANT en € H. T
01- Terrassement, VRD,	SRTAD	
espaces verts	Rue de la pierre	46 000.00
	44 350 GUÉRANDE	
02- Gros œuvre	CLEMENT ET FILS	
	ZA de la Croix Daniel	300 300.32
	44 530 SAINT GILDAS DES BOIS	
03- Isolation thermique	AGB RENOVATION	
	3 Avenue Léonard de Vinci	24 373.44
	37 270 MONTLOUIS SUR LOIRE	
04- Bardage bois	AGB RENOVATION	48 578.98

	3 Avenue Léonard de Vinci 37 270 MONTLOUIS SUR LOIRE	
05- Etanchéité	BATITECH	
	ZA du Cormier	40 226.60
	CHOLET 49 300	10 220100
06- Métallerie - serrurerie	BM SAS	
oo wetaliene serrarene	Zi Actipôle 249 Atlantique	
	49 450 SAINT ANDRÉ DE LA	66 857.70 (avec PSE)
	MARCHE	
07- Menuiserie extérieure	SERRURERIE LUCONNAISE	
	ZI de Sébastopol	74 395.76
	85 403 LUçON	74 333.70
08- Menuiserie intérieure,	MENUISERIE AMIOT	
bois, mobilier	11 rue de Langeais	73 628.00
	49 300 CHOLET	70 020.00
09- Cloisonnement	SONISO 44	
	7 Rue du chêne lasse	34 745.20
	44800 SAINT HERBLAIN	31713.20
10- Chape, carrelage,	LBS CARRELAGE	
faïence	34 les croisettes	
	35 390 SAINT SULPICE DES	20 810.01
	LANDES	
11- Plafond suspendu	W-Solution	
•	12 rue de la Brehannerie	13 310.97
	44 640 LE PELLERIN	
12- Peinture, sol souple	FREMONDIERE DECORATION	
	ZA des Châtaigneraies	24.424.26
	7 rue des noisetiers	31 134.26
	49 270 ORÉE D'ANJOU	
13- Electricité	CESA	
	1 Impasse Rély	
	44260 MALVILLE	43 500.00
	Siège social : 37 route de	
	Vaugirard – 92190 MEUDON	
14- Plomberie, chauffage,	ALCIA	
ventilation	ZAC les hauts de Couëron – 9	99 987.00
	rue des vignerons	JJ J01.UU
	44 220 COUERON	
15- Photovoltaïque	VFE	
	14 Rue Eric Tabarly	46 750.00
	PA de l'Eraudière	40 / 30.00
	85 170 DOMPIERRE SUR YON	

M. Baldelli s'étonne qu'au vu des montants du marché, beaucoup d'entreprises sont situées hors du département voire hors région. Il s'interroge sur la manière de solliciter les entreprises par l'économiste.

Mme Héliot répond qu'il a fallu étendre la zone de prospection de façon à pouvoir attribuer les lots. L'architecte de Rennes a dû élargir à d'autres départements.

Mme Le Maire informe que malgré cela, le calendrier est maintenu: Début des travaux prévu en septembre 2022 avec une livraison pour septembre 2023, au plus tard janvier 2024. Il a aussi été convenu que les travaux les plus bruyants seront réalisés lors des vacances scolaires de manière à gêner le moins possible les utilisateurs de ces locaux. La base-vie est placée sur le parking de l'école Orange Bleue et utilisera 3 places de stationnement. Le parking, rue Sainte Catherine, va être agrandi d'un dizaine de places supplémentaires.

Une communication sera réalisée vers les Malvillois.

Après avoir entendu l'exposé de Mme le Maire et en avoir délibéré, Le conseil municipal,

A l'unanimité,

Autorise Mme le Maire à signer l'ensemble des documents relatifs à l'attribution des lots 1 à 15 dans le cadre du marché de travaux d'extension de l'école élémentaire L'Orange Bleue tels que présentés ci-dessus

Décisions prises par le Maire par délégation du conseil municipal (articles L2122-22 et L2122-23 du CGCT) :

2022-09 Signature du bail du local commercial situé 10 place de la Liberté pour un loyer trimestriel de 1 080 € HT et une durée de 3 ans renouvelable 2 fois

Mme Le Maire informe que le local sera occupé par Estuaire Immobilier, avant il s'agissait de Broc town.

M. Fontaine précise que la durée maximale de bail est de 9 ans.

Mme Le Maire informe que le prochain conseil municipal sera le 22 septembre 2022.

La séance est levée à 19h18.

Le secrétaire de séance

Alain FONTAINE

on vace

Le Maire

Martine LEJEUNE